

LE VIRUS LIBERAL

Ce texte est la reproduction de deux articles rédigés par André Gandillon et publiés dans la revue « Militant » (*n°582 et n°583 des 1^{er} et 25 janvier 2007*). La pensée exprimée est en concordance avec la doctrine sociale du mouvement nationaliste « L'Œuvre française » fondé par Pierre Sidos.

Dans les discours tenus par des membres de mouvements regroupés génériquement sous l'appellation large de "nationaliste" ou bien "d'extrême droite" par le pouvoir médiatique, il en ressort bien souvent une pensée philolibérale, autrement dit des idées qui, d'une manière ou d'une autre sont marquées - ou contaminées - par la pensée libérale. Le Front national et autres mouvements souverainistes ou clubs de pensée comme le Club de l'Horloge en sont ainsi victimes à des degrés divers. Il convient d'en traiter une nouvelle fois afin de clarifier un aspect capital du débat.

Le fourre-tout du mot libéral

Une acception traditionnelle du mot "libéral" désigne une personne qui aime à répandre ses bienfaits, à soulager ses semblables, ou même seulement à leur être utile ou agréable, selon la définition du dictionnaire Bescherelle de 1863. Ce n'est bien entendu pas de cette qualité, de cette inclination de la personnalité de quelqu'un qu'il s'agit dans notre présent propos.

L'acception du terme "libéral" qui nous intéresse se rapporte évidemment au courant de pensée né de la philosophie des Lumières et qui est passé dans le langage politique au cours de la décennie 1790 pour désigner des hommes modérés, dévoués aux doctrines libérales - et non pas terroristes - de la Révolution française. Il désigne généralement des hommes affichant des idées généreuses, professant une certaine bienveillance envers toutes les classes de la société dont on souhaite améliorer le sort. Ainsi, le terme fut, après 1815, appliqué aux adversaires de la Restauration tels le député Manuel et le général Foy qui étaient censés réagir contre l'obscurantisme de la monarchie bourbonnienne restaurée dont, il faut malheureusement le reconnaître, nombre de ses partisans ont manqué d'intelligence et d'à-propos comme avec la loi dite du "Milliard des émigrés" et la loi sur le Sacrilège. Il y eut aussi la République libérale qui se confond avec la III^{ème} République, dont l'investissement par les radicaux de tous poils après 1901 ne changea pas fondamentalement l'esprit, la République, en France, signifiant un régime anti-chrétien plus encore qu'anti-clérical.

Le mot "libéral" a connu des connotations diverses au point qu'aux États-Unis, un libéral reste considéré comme étant de gauche, autrement dit l'équivalent de la mouvance socialo-communiste en Europe, alors qu'en Europe se dire "libéral" désigne une personne comme étant "de droite". Toutefois, le mythe démocratique qui lui est pourtant lié étant devenu un lieu commun pour tous ceux qui, peu ou prou se sont ralliés au modèle dit

"occidental" à savoir la sacro-sainte économie de marché et le droit de l'hommisme (à des doses variables), le mot "libéral" se rapporte de nos jours essentiellement à la doctrine économique et à une conception de l'ordre social. Il désigne une pensée qui repose en premier sur la volonté de dégager l'individu de tout lien social, la notion de bien commun disparaissant, en second sur l'affirmation d'un ordre naturel qui tend à s'établir spontanément de manière équilibrée, notamment dans le domaine économique, en laissant l'homme, conçu comme un agent économique rationnel (*homo oeconomicus*), agir librement, sans contrainte.

Une idéologie matérialiste

Ces deux points appellent quelques remarques. Dans la pensée libérale, issue de ce courant de pensée "moderne" reposant sur le postulat galiléen que le monde est écrit en langage mathématique et peut donc être expliqué à partir des chiffres et des nombres, l'être humain est considéré et traité comme un individu et non comme une personne. Cela signifie que l'être humain est dépouillé de ses qualités sensibles, pensé comme détaché de toute appartenance culturelle, nationale, professionnelle, comme n'ayant aucune relation avec la société dont il est membre autre qu'économique : c'est un être construit artificiellement selon une rationalité matérialiste, faisant fi de la réalité. De l'homme concret de chair et d'os, qui a un métier, un milieu, une personnalité, une spécificité ethnique, raciale et culturelle, l'utopie libérale et démocrate en a fait un être irréel, théorique, un personnage allégorique en dehors du temps et de l'espace et identique à tous les étages de la société et en tous lieux de la planète. De ce fait, la pensée libérale n'est qu'un matérialisme, dont le pendant à la fois antithétique et complémentaire est le socialisme théorisé par les marxistes, qui pense recomposer l'indispensable lien social a priori, à partir des individus. Naturellement, il découle de cette rationalité matérialiste, nourrie de l'addition et de l'agrégation de nombres, la notion de démocratie dite "représentative", fondée sur des élections périodiques au cours desquelles on additionne arithmétiquement les voix d'individus, autrement dit de numéros matricules considérés en eux-mêmes.

Ce matérialisme se trouve synthétisé dans la mystique du marché, selon laquelle toute relation économique et par suite sociale dépend de la loi du marché, ou plus exactement des multiples marchés qui s'établissent autant qu'il y a de matières et de sujets pouvant servir de prétexte à l'établissement d'un marché, cela allant du marché de la pomme de terre au marché d'objets immatériels comme les marchés à terme sur les taux d'intérêt et autres "trucs" financiers de nature spéculative.

Tel est, succinctement résumé, le corpus idéologique du libéralisme

qui infiltre à des degrés divers la réflexion de nombre de personnes sincèrement attachées à leur nation, à leur civilisation. Or, de ce qui précède, il ressort clairement qu'une telle idéologie va à l'encontre de l'objectif recherché, à savoir la défense et la promotion des intérêts nationaux, les seuls par lesquels l'authentique personnalité de chaque être humain peut être affirmée, développée et défendue.

Une nation, en effet, n'est pas une addition d'individus, de "clones" : c'est une communauté de destin, faite certes des hommes qui l'incarnent dans le présent mais aussi de la terre qui lui a permis et lui permet de subsister, des générations antérieures qui l'ont édifiée dans l'effort et dans les sacrifices de toutes sortes nourries d'une pensée, d'une culture ancrée dans une histoire souvent plus que millénaire qui en nourrit une tradition vivante dont l'âme et la pensée de chacun de ses membres est alimentée et vivifiée. Une nation ne se réduit pas à son PNB (Produit national brut). Une nation n'est pas un agrégat économique ni un ensemble de marchés. Elle n'est pas quantifiable, ni mesurable : elle se réfère à l'Être et donc à son Être propre marqué par une identité spécifique, une âme unique et inimitable. Un peuple n'est pas une somme d'individus assemblés dans un corps électoral mais un tissu de corps intermédiaires tissant entre eux de multiples liens intellectuels, sociaux et économiques.

Vouloir défendre la nation et le peuple dont on est membre tout en professant des idées libérales revient à se priver des moyens efficaces de son combat. Cela consiste à couper les griffes d'un félin ou le bec d'un oiseau.

Le mirage libéral

Cette dérive de la pensée chez ceux qui se disent - accordons-leur ce sentiment - sincèrement attachés à leur patrie, vient de ce que leur sentiment patriotique, leur sentiment nationaliste n'est pas étayé, structuré par une doctrine. Et la seule doctrine qui permette d'y voir clair, d'agir efficacement pour le salut de la nation est la doctrine nationaliste, autrement dit la manière de penser les événements en fonction du seul intérêt de la nation considérée objectivement dans sa réalité pleine et entière, faite à la fois d'âme et de matière. Aucune action politique ne peut être valable si elle ne relève pas d'une conception spiritualiste.

Il est facile d'expliquer l'attrait de la pensée libérale trop souvent réduite à son seul aspect économique sur ces personnes par le succès économique mondial des États-Unis présentés et perçus comme étant le modèle d'un État appliquant le libéralisme, étant entendu que les puissances dominantes ont toujours tendance à rayonner et servir d'exemple à imiter. Il est pourtant aisé de montrer que ce qu'on appelle le libéralisme nord-américain repose largement sur un protectionnisme notamment dans le

domaine agricole, et sur de multiples interventions de l'État. Cette réalité est d'ailleurs dénoncée par des libéraux que l'on peut qualifier conventionnellement d'ultra-libéraux, tels les disciples d'Hayek et le mouvement libertarien dont le principal théoricien fut Murray Rothbard. Il est aussi aisé de montrer comment les attaques contre ce protectionnisme américain menées ces dernières années fragilisent, sans que cela apparaisse encore clairement, les structures de l'économie américaine dont le déficit extérieur va croissant et dont l'économie, victime du libre-échange mondialiste, se vide peu à peu de sa substance, notamment sa substance industrielle: en témoigne la déconfiture actuelle des trois grosses entreprises automobiles que son Ford, Chrysler et General Motors. Dans les années 1950, les États-Unis produisaient quatre-vingt-quinze pour cent de ce qu'ils consommaient. Aujourd'hui, ils importent le quart de leur acier, les trois quarts de leurs vêtements, la moitié de leurs machines-outils et quarante pour cent de leurs voitures.

Le mirage libéral doit donc être dénoncé et dissipé. Pourtant - et c'est ici qu'interviennent confusion et quiproquo - la critique que font les libéraux du fonctionnement de notre société est loin d'être infondée. Or il ne s'agit pas ici de libéralisme mais d'organisation de la société et plus précisément de celle des pouvoirs publics, à savoir celle de l'État et de ses démembrements. La seule question qui se pose est celle de l'efficacité de l'État relativement à la défense et à la promotion de l'intérêt national.

Libertés économiques et nationalisme

Ainsi, la question qui se pose relativement à l'économie n'est pas de démembrer l'État parce que l'idéologie le commande mais de savoir comment permettre aux nationaux d'exercer leurs talents créatifs, autrement dit de traiter de la question des libertés économiques relativement à l'intérêt de la nation, c'est-à-dire dans le cadre d'une économie nationale orientée en fonction de l'intérêt et du bien commun de la nation. Il ne faut pas confondre les libertés économiques indispensables à la vie d'une nation dans la mesure où elles permettent aux différentes énergies créatrices de s'épanouir, et le discours libéral, idéologique, qui se situe de par sa nature hors du cadre national et des préoccupations nationales.

Il est clair que, dans le cas de la France, se pose la question du rôle de l'État et singulièrement des dérives parasitaires qui caractérisent son évolution depuis quelques décennies, notamment l'emprise tentaculaire qu'il déploie sur la société française au point de l'asphyxier par l'intermédiaire de corps de fonctionnaires en pleine prolifération et qui se traduit par les insupportables racket et inquisition fiscaux. Une refonte de l'organisation des pouvoirs publics, avec notamment une remise en ordre de

l'organisation administrative de la France supposant la suppression des nombreux doublons, est indispensable; ce qui implique au préalable un changement de régime mettant la ploutocratie politicienne parasitaire hors-circuit; ce qui nécessite aussi la sortie de l'UE (Union européenne), structure à dérive soviétoïde qui renforce encore l'emprise sclérosante de la bureaucratie et de la technocratie, détruit notre souveraineté et vend notre pays aux puissances financières transnationales et nécessairement apatrides.

Par conséquent, s'il est entendu que le carcan de la bureaucratie étatique doit être supprimé, il n'en demeure pas moins que l'État doit jouer un rôle directeur dans l'orientation de l'activité économique. Celle-ci doit être soumise à l'intérêt national, au bien commun et non pas à l'intérêt de puissances privées comme c'est le cas actuellement, avec des institutions financières aux capitaux anonymes et divers groupes de pression idéologiques tels les clubs issus du fabianisme et autres officines plus ou moins occultes.

Les idiots-utiles du mondialisme

Plus largement, aucun redressement de la France, aucun redressement des autres États d'Europe n'est envisageable s'il ne s'inscrit pas dans une optique de prise en compte première des intérêts nationaux, autrement dit dans une optique nationaliste. En l'état actuel de la situation, cela signifie qu'il ne s'agit pas de réaménager le système actuel, ni de le réformer, car il n'est pas réformable : il s'agit de rétablir les nations européennes dans la continuité de leur histoire, celle qui a été interrompue par la mise en place, progressive depuis 1789 et généralisée après 1918, de régimes fondés sur la rationalité des Lumières, qui est une mutilation de la raison et de notre civilisation et qui est fondamentalement un universalisme négateur des nations et par suite de l'ordre voulu par le Créateur.

A cette aune, les gens qui se disent "de droite" et se considèrent comme des patriotes, ne peuvent être que les "idiots utiles" du système mis en place lentement mais sûrement depuis la fin du XVIII^e siècle. Ces gens, choqués par les dérives du système, passent leur temps à les dénoncer et à proposer des remèdes sans pour autant remettre en cause ce système et à en analyser les tares. En se disant "de droite", ils ne font que s'opposer à "la gauche" qui, de par la nature même du système, en est le moteur diabolique. L'histoire le montre: la "droite" a passé son temps, depuis deux siècles, à jouer le rôle de frein qui, au mieux, avec plus ou moins d'effets, réussit à ralentir le char du modernisme sans pour autant l'arrêter. Plus

encore, avec le temps et s'y accoutumant par manque de vigilance, elle fait siennes les "idées avancées" d'hier, celles-là même qu'elle critiquait alors. Progressivement mais sûrement, elle se gauchit elle-même, au point qu'au fil des ans, on assiste à l'émergence de ce que l'on peut désigner comme étant le spectre idéologique de la droite, allant des plus modérés - ceux qui s'accommodent le mieux du système - aux plus réticents - ceux n'acceptent pas la majeure partie des dérives tout en étant convaincu de l'irremplaçable valeur de la démocratie. C'est ce qu'en France on peut, grosso modo, désigner sous les appellations de pseudo-droite - la droite régimiste - ou encore de droite nationale qui se réfère à ce qui était la pensée commune de la droite française républicaine dans les années 1950.

Il importe maintenant de commenter quelques-uns des derniers développements de cette droite nationale libérale et démocrate, avec ses différentes expressions, en insistant sur une des composantes, à savoir le Club de l'Horloge qui a tenu sa XXII^{ème} Université annuelle en septembre 2006.

Le cas du Club de l'Horloge

Cette réunion avait pour thème : "Les ruptures nécessaires: une stratégie pour redresser la France." Le sujet était donc d'un grand intérêt: redresser la France est le souci de tout Français conscient du déclin et de la décadence actuels. Le président du Club, Henry de Lesquen, a ainsi présenté son projet: "Il est des hommes politiques de droite qui se plaisent à louer les matamores sur le thème de la "rupture", pour mieux reculer ensuite, piteusement, devant la gauche, comme on l'a vu en 2006 dans l'affaire du CPE (Contrat première embauche). Il faut prendre la rupture au sérieux car le redressement de la France ne sera pas concevable tant que la voie de la réforme n'aura pas été dégagée par de véritables ruptures, dans tous les domaines de la politique. Il faut d'abord rompre avec les tabous imposés par la gauche pour revenir aux principes de la Nation et de la République; il faut, ensuite, développer la liberté et la démocratie, pour amorcer le changement nécessaire".

Un langage flou

Ce propos commence plutôt bien: il dénonce la pseudo-droite qui gouverne à la remorque de la gauche, comme elle le fait piteusement depuis des générations, et accessoirement fustige l'imposteur et illusionniste

Sarkozy. Puis il continue en affirmant que rien ne peut se faire sans véritables ruptures. En effet, nous le savons, le système n'est pas réformable : il faut en changer. Pourtant, très vite, les choses se gâtent. En effet, que lisons-nous ? Il faut "revenir aux principes de la Nation et de la République". Certes, revenir au principe national est d'un élémentaire bon sens, mais l'expression "revenir aux principes de la République" ne peut que nous intriguer. En effet, quels sont ces principes? La XXI^{ème} Université du Club de l'Horloge avait traité de ce sujet mais n'avait fait que "noyer le poisson", définissant la République à sa façon et ignorant l'acception précise qu'a la notion de "République" en France. Ne nous payons pas de mots. Le mot "République" n'est pas en soi infamant : il y a eu la République romaine, la République de Gênes, la République de Venise etc. Il a paru en 1577 le livre de Jean Bodin *Traité de la République* qui prend le mot république dans son acception primitive, à savoir "administration de la chose publique", (ce qui ne fait pas pour autant de Bodin un "républicain" au sens moderne du terme: il se prononce pour la monarchie héréditaire).

Mais en France, faire référence à la "République" consiste, dans le sens commun, à viser une conception mutilée de la France, cette "France qui a commencée en 1789", qui a servi de modèle désintégrateur à l'Europe d'après 1918, qui rejette fondamentalement les racines spirituelles de l'Europe et de la France, en rupture totale avec son passé pluri-millénaire et pense la France comme modèle cosmopolite et universel au prix de la dissolution de son être dans cet "universel". Si, dans le présent cadre institutionnel, on peut comprendre que l'on ait la prudence de ne pas remettre en cause la forme républicaine du gouvernement, ceux qui veulent œuvrer au redressement de la France devraient éviter de se référer explicitement à "la" République que l'on ne peut confondre avec la France. Au mieux, qu'ils parlent de "leur" République afin d'éviter toute confusion, à supposer que, dans leur esprit, la distinction existât, chose la moins sûre qui soit comme nous allons le voir ci-après.

Liberté et démocratie

Ensuite, Henry de Lesquen poursuit en demandant de "développer la liberté et la démocratie". Mais quelle est "la" liberté? Il faut alors remarquer que depuis des décennies, on ne parle que de développer la liberté. Et que trouve-t-on comme libertés? La liberté d'avortement, la liberté de conspuer la nation, la liberté d'afficher des mœurs déviants etc. Ah ! certes, Henry de Lesquen pense surtout à la liberté économique. Mais,

là encore, nous le savons, qu'est-ce que la liberté économique ? Car si la liberté économique réclame la liberté d'entreprendre et de créer, elle peut conduire au pire et le libéralisme économique soumis à la finance internationale que nous connaissons en est l'illustration. Quant à la "démocratie", qui est présentement la démocratie représentative, nous savons qu'elle est l'un des facteurs majeurs de notre déclin. Il ne s'agit en fait que d'un gouvernement oligarchique aux mains de groupes d'intérêts privés qui laisse place à toutes les corruptions et toutes les médiocrités: que l'on relise *Les Responsabilités des dynasties bourgeoises* d'Emmanuel Beau de Loménie pour s'en convaincre. Que l'on pense à notre histoire pétrolière où l'intérêt national a été sacrifié à des collusions d'intérêt entre politiciens et groupes pétroliers telle la Standart Oil de Rockefeller. Par suite, vouloir développer la liberté et la démocratie "pour obtenir les changements nécessaires" revient à employer une formule creuse.

Aussi, lorsque Henry de Lesquen demande de rompre avec les tabous imposés par la gauche, il faut en premier lieu dénoncer la nature même du régime dont les fondements, rappelons-le sont "à gauche" : n'oublions jamais que, par suite du processus continu de dérive gauchisante de la pensée depuis le XVIII^{ème} siècle et exposé précédemment, les idéaux "de droite" que fait siens le Club de l'Horloge étaient sous l'Ancien Régime finissant, ceux de la gauche d'alors, dans la mesure où la gauche incarne, dans le mythe contemporain le "progrès" et son accessoire marxiste le pseudo sens de l'histoire, lequel n'est en réalité que le produit de la volonté des hommes.

La confusion républicaine

Henry de Lesquen, dans sa conclusion, a insisté sur le fait que "les ruptures proposées sont d'inspiration libérale et nationale, donc républicaines". Là, nous touchons le fond de la pensée de la droite nationale: le fond en reste la destruction du corps national en tant qu'ensemble de corps intermédiaires, le refus d'une conception organique de cet être vivant qu'est une nation pour n'en faire qu'un agrégat d'individus. De ce point de vue, républicains libéraux et républicains socialistes partagent les mêmes fondements: ceux d'une conception constructiviste de la société, d'un peuple, et non une conception charnelle, une conception en accord avec l'expérience de millénaires d'histoire et qui est consubstantielle à la nature humaine. A lire cette citation, la conception de la république que se fait le Club de l'Horloge est sans confusion

possible, celle de la Révolution: la Révolution française est une révolution libérale et l'épisode de la Terreur, lié en outre à la situation apocalyptique d'un régime aux abois, menacé d'invasion, ne peut nous le masquer. La loi Le Chapelier, le décret d'Alarde (bien que votés dans les derniers temps d'une monarchie vidée de sa substance) sont d'inspiration libérale. Et la III^{ème} République, fidèle à sa nature libérale, du moins en économie, mènera une politique d'inspiration anti-sociale qui aboutira à l'explosion de 1936, tandis que l'Allemagne bismarckienne, présentée comme un parangon d'autoritarisme, d'aristocratie - donc d'obscurantisme réactionnaire pour les "républicains" - instaurera dès les années 1880 des lois visant à maintenir la substance sociale d'une société allemande qui, par ailleurs, n'avait pas subi le traumatisme déstabilisateur d'une révolution faisant table rase du passé. Il est impossible, par suite, de redresser la France avec de tels prémices.

Des ruptures faibles

Cela précisé, cette XXII^{ème} université allait, par le truchement d'une dizaine d'intervenants, énoncer ce que le Club de l'Horloge considère de fait comme les principales ruptures à réaliser. Rétablir la primauté du droit national sur le droit européen; rétablir la peine de mort ; supprimer le regroupement familial pour en finir avec l'immigration invasion; abolir le PaCS (Pacte civil de solidarité) pour restaurer la famille; instituer le référendum d'initiative populaire; créer le chèque éducation ; libérer le marché du travail ; introduire la concurrence en matière de sécurité sociale; réformer la droite.

Dans tout cela, il y a bien sûr nombre de points qui vont dans le bon sens. Rétablir la primauté du droit national va de soi ou devrait aller de soi. Mais il n'est qu'une conséquence de l'affirmation d'un principe premier: *celui de l'inaliénabilité de la souveraineté nationale*. L'Europe n'est pas les États-Unis dont les États sont une émanation d'un pouvoir central fondé sur treize colonies; elle est faite d'États et de peuples à l'identité propre, plongeant ses racines dans la profondeur des siècles, ayant contribué à nourrir une civilisation commune. Si une coopération est indispensable et vitale, elle ne peut se faire par une abdication de la souveraineté quelle qu'elle soit.

Par conséquent, se contenter de la réaffirmation de la primauté du droit national est insuffisant. Supprimer le regroupement familial est certes nécessaire, mais c'est une mesure minimale et il semble que le Club de l'Horloge reste très modéré face à un phénomène gravissime. En fait, outre

la suppression de l'automatisme d'une protection sociale accordée à tous ces arrivants, il est vital de mettre en place une politique drastique de lutte contre l'immigration illégale: nous sommes objectivement en état de guerre pour la survie de notre identité et de notre civilisation, et les mesures à prendre sont celles que tout État digne de ce nom adopte en période de guerre. Conjointement, c'est le renvoi des immigrés inassimilables et inassimilés dans leurs pays d'origine qui doit être organisé. Que l'on ne dise pas que c'est impossible: une dizaine de millions d'Allemands installés en Europe centrale et orientale depuis plus de cinq siècles, sinon plus encore, en ont été expulsés dans des conditions abominables en quelques semaines en 1945. Plusieurs centaines de milliers d'Européens installés depuis plus d'un siècle en Algérie, pays qu'ils avaient construit, en ont été chassés en quelques semaines en 1962. Autant agir calmement, avec humanité, de manière concertée avec les pays concernés, plutôt que de se trouver dans des situations critiques. Si la situation actuelle ne permet évidemment pas sa mise en œuvre immédiate, il faut la maintenir comme principe politique fondamental car l'histoire présente toujours des situations que l'on n'imagine pas lorsque l'on a le nez collé à l'actualité quotidienne: qui, en 1906, aurait imaginé que moins de quinze ans plus tard, l'Autriche-Hongrie serait rayée de la carte, que la Russie tsariste laisserait place au sanglant régime bolchevique?

Abolir le PaCS est aussi une mesure de bon sens, à condition qu'elle soit accompagnée d'un changement du climat médiatique qui ne cesse de propager l'inversion de toutes les valeurs. Il en est de même pour le chèque éducation, mais il reste à savoir comment il sera mis en œuvre. Par ailleurs, s'il faut "libérer" le marché du travail, cela ne peut s'envisager que dans le cadre d'un État nationaliste dans lequel la dimension sociale est prise en compte. Or, nous savons par expérience que la pensée libérale, sous-jacente dans ce Club, est porteuse de bien des désastres et, en tout état de cause, il est hors de question de laisser des "libéraux" se charger d'une telle réforme. La remarque vaut tout autant pour la Sécurité sociale: si le système français actuel est failli, il ne faut pas pour autant tomber dans une situation à l'américaine où nombre de gens se trouvent de fait exclus du système de santé. Ajoutons que, si l'on parle de protection sociale, une mesure "de rupture", pour reprendre le langage "horloger" consisterait à limiter fortement le droit d'accession à la propriété des étrangers en France, afin de mettre fin au processus de dépossesion des Français de leur patrimoine qui se produit actuellement, ne serait-ce que par la hausse vertigineuse des prix de l'immobilier en province sous l'effet des acquisitions faites par les étrangers, fussent-ils européens. Mais, pour des libéraux, cela est peut-être contraire à l'idéologie !

En somme, dans cette liste de "ruptures", nous ne trouvons que des mesures d'ordre technique, des mesures partielles, sinon secondaires. Il y a tout d'abord une grande absente: la politique monétaire et financière nationale. Certes, de la part de gens ayant attrapé le virus libéral, ce n'est pas étonnant. Pourtant, c'est l'un des éléments fondamentaux de toute souveraineté nationale et si, dans le cadre actuel, dans une hypothèse d'application immédiate, il faudrait nécessairement tenir compte de l'environnement international dominé par une finance apatride et spéculative, une politique financière fondée sur la monnaie permanente serait largement réalisable.

Plus encore, n'apparaît pas la véritable rupture qui consiste à affirmer la souveraineté d'une France à fondements européen et chrétien, incarnée et dirigée par un État à la fois national et social, autrement dit une souveraineté fidèle à la nature et à l'identité de la France. Or, tout le reste découle de ce principe qui n'est ni de droite ni de gauche, mais qui est le principe même de la France, comme il l'est plus généralement pour tout peuple et nation existant en ce bas monde.

La seule voie possible: le nationalisme

Aussi, lorsque Henry de Lesquen propose comme huitième rupture de "réformer la droite", pouvons-nous lui indiquer la seule voie possible de réforme: celle de la conversion de la droite à la doctrine nationaliste, au nationalisme qui n'est, répétons-le, ni de gauche ni de droite mais tout simplement la doctrine, le parti de la France sans lequel celle-ci ne peut que connaître de graves déboires comme elle en fait l'expérience, elle qui ne cesse tendanciellement de se déclasser dans le concert de nations depuis 1789. Le nationalisme est en effet la compréhension des règles qui ont permis à une nation de se constituer et de durer, et dont l'oubli ou la négation entraînent la décadence et la désagrégation. Si la "droite" ne se convertit pas en quelque sorte au nationalisme, elle se condamne à disparaître en tant que force de redressement de la nation si ce n'est en tant que force politique, tout simplement, les événements en faisant une force définitivement périmée. On ne peut préconiser et conduire une politique de régénération nationale en développant une pensée hémiplégique.